



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2572>

Intervention Marie HAYE - Niveau de recrutement/ Mandat ouvert et travail fédéral

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Les congrès du SNES - Congrès de Rennes 2018 - Interventions de l'ÉE au cours du congrès de Rennes



L'École Émancipée

Les statistiques sont formelles : Les étudiantes et étudiants issu-es des milieux populaires, déjà peu nombreux-ses parmi les bachelier-es généraux-ales, deviennent de plus en plus minoritaires à mesure que le nombre d'années d'études augmente. Les filles sont plus nombreuses que les garçons à avoir le bac, et se dirigent plus nombreuses vers les études supérieures. Mais leur part et surtout leurs chances de réussite diminuent au-delà de la licence. Alors pourquoi sont-elles admises plus nombreuses que les hommes aux concours ? Est-ce parce que repousser le moment du recrutement a des conséquences positives sur la proportion de femmes dans nos métiers ? Non. Cette proportion importante (mais moins au lycée qu'au collège et moins chez les agrégé-es que les certifié-es ou CPE) s'explique parce que nos métiers subissent une dégradation concrète et symbolique. Et en effet, malgré la masterisation, nos métiers n'ont pas été revalorisés, ce qui aggrave encore la crise du recrutement. C'est pourquoi nous soutenons l'amendement intégré par les rapporteurs et la rapportrice, réclamant des pré-recrutements massifs, dès la L1. Ces pré-recrutements sont une absolue nécessité, surtout si le niveau de recrutement reste le M1, ou est repoussé après le master. Avancer le niveau de recrutement à la licence est une autre option (qui n'exclut pas les pré-recrutement, bien au contraire). Une option qui permet de répondre à la problématique du vivier en augmentant le nombre de candidates et candidats potentiel-les ayant les conditions de diplôme ; de répondre à celle de la démocratisation en limitant l'éviction des femmes et des étudiant-es issu-es des milieux populaires. Une option qui ne remet pas en cause notre combat pour la revalorisation de nos métiers ni de nos salaires. Il n'est pas raisonnable d'écarter cette possibilité, celle d'Ecole Emancipée et certains S3, du SNUIPP, d'une partie du SNESUP qui a des mandats ouverts, ou encore du GFEN, qui en a chiffré le coût, pas plus élevé, et la position du GRDS. Non, nous ne défendons pas une formation en école professionnelle, mais universitaire et délivrant un master. Non, nous ne défendons pas une formation low cost qui détourne l'investissement éducatif d'un domaine fondamental. Un débat ouvert, qui n'écarte aucune position, dans le SNES et la FSU, dans le collectif FDE et plus largement, est la condition pour aborder ensemble les bruits très inquiétants du ministère sur une nouvelle réforme, vers un recrutement complet après le master, avec admissibilité en licence, admission à la fin du master, et précarité entre les deux. Élaborons ensemble une alternative solide, pour construire un rapport de force qui nous permette d'atteindre nos objectifs : mieux former plus d'enseignantes et d'enseignants pour les libérer des pressions hiérarchiques et faire réussir toutes et tous les élèves.